



STATUTS de l'association « INSTITUT EUROPEEN DE L'OMBUDSMAN »
(version de la resolution de l'Assemblée Generale ordinaire reunie
le 28 Octobre 2025 a Novi Sad)

§ 1 Nom et siege de l'association

L'association porte le nom « Institut Européen de l'Ombudsman » (« Europäisches Ombudsman-Institut », en abrege : EOI). Elle a son siege a Innsbruck et est soumise au droit autrichien.

§ 2 Objet de l'association

L'EOI est une association independante sans but lucratif et a pour objet

- 1.) la diffusion et la promotion de l'idee de l'Ombudsman ;
- 2.) le traitement scientifique de questions se rapportant aux droits de l'homme, a la protection des citoyens et à l'Ombudsman et la recherche dans ce domaine ;
- 3.) le soutien d'institutions d'Ombudsman locales, regionales, nationales et internationales ;
- 4.) la promotion de l'echange d'experiences au niveau national, europeen et international ;
- 5.) un rôle actif dans le developpement et la promotion des droits sociaux, economiques et culturels ;
- 6.) la collaboration avec des institutions locales, regionales, nationales et internationales qui poursuivent des objectifs identiques ou similaires ;
- 7.) la collaboration avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, le Mediateur europeen et d'autres institutions internationales qui ont pour but la promotion et la protection des droits de l'homme.

§ 3 Realisation des objectifs de l'association

Les moyens utilises pour la realisation des objectifs de l'association sont les suivants:

- 1.) l'edition et la promotion de publications ;
- 2.) l'organisation de resp. la participation à des manifestations ;
- 3.) la collaboration avec le Conseil de l'Europe en tant qu'ONG avec statut consultatif reconnu par celui-ci ainsi que la presentation de plaintes collectives en tant qu'ONG internationale reconnue par le Conseil de l'Europe ;
- 4.) l'etablissement d'expertises ;
- 5.) la mise en place et la tenue d'archives scientifiques ;
- 6.) la collaboration avec des universites, des instituts scientifiques et des organisations internationales ;
- 7.) la creation et l'entretien d'une page Web destinee a donner des renseignements generaux sur les activites de l'EOI ainsi que sur celles des institutions d'Ombudsman et institutions en matiere de droits de l'homme en Europe et sur les autres continents ;
- 8.) l'exploitation d'un Secretariat destine a coordonner et a renseigner les membres ainsi que le public sur l'EOI et ses activites ;
- 9.) les activites auxiliaires conformes aux objectifs de l'EOI et servant a ceux-ci ;
- 10.) la creation, l'approvisionnement et la gestion d'une librairie internationale consacree aux droits de l'homme et gratuitement accessible aux usagers ;
- 11.) le soutien et l'orientation necessaires lors de la creation de nouvelles institutions d'Ombudsman et de services aux citoyens.

§ 4 Principes de l'association

Dans l'exercice de ses activites, l'association tient compte des principes suivants:

- 1.) independance - notamment l'indépendance politique
- 2.) utilite publique
- 3.) internationalite
- 4.) autodetermination
- 5.) scientificite
- 6.) communication d'informations
- 7.) transparence
- 8.) cooperation avec d'autres organismes d'Ombudsman et de defense des droits de l'homme.

§ 5 Mobilisation des fonds

Les fonds necessaires sont mobilises par :

- 1.) les cotisations des membres;
- 2.) les recettes provenant de l'activite propre, des prestations fournies et du patrimoine ;
- 3.) les subventions des autorites publiques et les fonds de sponsors ;
- 4.) les dons, donations et legs

§ 6 Types d'affiliation et acquisition de la qualite de membre

Les membres de l'association se divisent en :

1.) **Membres institutionnels** : Peuvent etre membres institutionnels des institutions independentes qui assument des fonctions de service public en matiere d'Ombudsman et dont la legitimite se fonde sur la Constitution, les lois ou sur des bases juridiques semblables. De meme sont admises des universites ou des facultes seules, des commissions parlementaires des petitions ou autres institutions beneficiant d'une legitimite publique, a condition de passer en meme temps un accord d'au moins 3 ans avec l'EOI.

2.) **Membres individuels** : Peuvent etre membres individuels des personnes physiques ou des institutions autres que d'Ombudsman qui ont acquis des merites en matiere d'Ombudsman ou qui souhaitent soutenir par leur collaboration active les objectifs de l'association, en particulier dans le domaine des etudes scientifiques et de la propagation d'institutions d'Ombudsman et d'institutions en matiere de droits de l'homme.

De meme, les Ombudsmans, les militant(e)s des droits de l'homme ou les personnes qui agissent en tant qu'Ombudsman provenant de pays et/ou de regions qui ne sont pas ou ne sont que partiellement reconnus par la communaute internationale (par les Nations Unies et/ou les communautes d'Etats) peuvent egalement etre accepte(e)s en tant que membres individuels, s'ils (elles) assurent la mise en reuvre et le respect des droits de l'homme dans leurs region ou territoire, ou region de facto, ou s'ils (elles) soutiennent de maniere significative les concepts de l'Ombudsman. C'est le Comite Directeur qui decide de l'admission a la majorite qualifiee des deux tiers, sans pretention legale.

3.) **Membres correspondants** : Peuvent etre membres correspondants des personnes physiques ou morales qui s'occupent de questions touchant a l'Ombudsman, qui souhaitent se servir des equipements de l'EOI et recevoir regulierement ses informations et publications.

4.) **Membres promoteurs** : Peuvent etre membres promoteurs des personnes physiques ou morales qui souhaitent soutenir les activites de l'EOI avant tout sur le plan materiel.

5.) **Membres d'honneur** : Peuvent etre nommees membres d'honneur de l'EOI des personnes physiques qui ont bien merite de l'EOI, l'Assemblee Generale les nommant sur proposition unanime du Comite Directeur.

Le Comite Directeur decide de l'admission des membres mentionnes aux chiffres 1.) a 4.

§ 7 Droits et obligations des membres

1.) Tous les membres ont le droit de participer a l'Assemblee Generale ainsi qu'a toutes les manifestations de l'EOI, d'utiliser les equipements de l'EOI et de recevoir les publications ainsi que les statuts de l'EOI.

2.) Les membres institutionnels, individuels et d'honneur ont le droit de soumettre des motions a l'Assemblee Generale et au Comite Directeur. Les motions adressees a l'Assemblee Generale et les propositions de candidats doivent etre presentees suffisamment tot pour qu'elles parviennent au Secretariat un mois au plus tard avant la date de l'Assemblee Generale. Les propositions de candidats doivent en outre contenir la declaration des candidats designes disant qu'ils accepteront leur election le cas echeant.

- 3.) Les membres institutionnels, individuels et d'honneur qui ont payé leur cotisation ont le droit de sieger et de voter à l'Assemblée Generale, compte tenu de l'al. 4. Le droit de vote ne peut être exercé que personnellement, dans le cas des institutions par le (la) représentant(e) legal(e) (titulaire de fonction) ou par un cadre supérieur (qui présente une procuration écrite).
- 4.) Le droit de vote peut être exercé par 9 membres institutionnels au maximum et 6 membres individuels au maximum provenant d'un seul et même pays. Lorsque plus de 9 membres institutionnels ou plus de 6 membres individuels provenant d'un seul et même pays participent à l'Assemblée Generale, ils doivent désigner d'un commun accord les 9 resp. 6 membres qui exerceront le droit de vote. A défaut d'accord, ceux-ci sont tirés au sort parmi les membres institutionnels resp. individuels présents. Les membres qui font partie du Comité Directeur ont un droit de vote en dehors de ces limites.
- 5.) Les membres ont l'obligation de promouvoir les intérêts de l'EOI dans toute la mesure de leurs possibilités et de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire à la réputation et aux objectifs de l'EOI. Ils doivent respecter les statuts et les résolutions adoptées par les organes de l'association, transmettre gratuitement à l'EOI leurs rapports et leurs travaux scientifiques en la matière ainsi que payer leur cotisation.
- 6.) En fonction de l'objet, la communication doit être assurée en plusieurs langues. Les détails sont déterminés par le Comité Directeur.

§ 8 Fin de l'affiliation

- 1.) La qualité de membre expire avec la déclaration écrite de démission ou le décès de la personne physique (perte de la personnalité juridique de la personne morale). En cas de démission, la cotisation pour l'année civile en cours est à payer dans son intégralité.
- 2.) Les membres dont les cotisations restent impayées en dépit de deux rappels écrits perdent les droits attachés à leur qualité de membre. Les membres dont les cotisations restent par ailleurs impayées au-delà de trois ans perdent leur qualité de membre. La perte des droits ainsi que de la qualité de membre prend effet des constatations par le Comité Directeur.
- 3.) Le conseil d'administration est autorisé à exclure les membres qui ont enfreint les principes de l'association, porté atteinte à sa réputation ou violé ses statuts et résolutions.

§ 9 Constitution de sections

- 1.) L'Assemblée Generale peut décider de constituer dans le cadre de l'association des sections destinées à traiter des domaines spécifiques ou des intérêts particuliers de membres.
- 2.) Il incombe au Comité Directeur d'édicter des dispositions détaillées ainsi que de coordonner l'activité des sections. Un rapport sur l'activité des sections doit être présenté à chaque Assemblée Generale.
- 3.) Les sections ont le droit de déléguer un membre au sein du Comité Directeur.

§ 10 Organes de l'association

Les organes de l'association sont :

- 1.) l'Assemblée Generale (§ 11),
- 2.) le Comité Directeur (§ 12),
- 3.) le Comité Exécutif (§ 13),
- 4.) le (la) Président(e) (§ 14),
- 5.) les Commissaires aux comptes (§ 16).

§ 11 L'Assemblée Generale

- 1.) L'Assemblée Generale est l'assemblée des membres au sens de la loi sur les associations datant de 2002. Elle se compose de tous les membres, les membres sans droit de vote conformément au § 7 al. 3 et 4 n'ayant qu'une voix consultative.
- 2.) L'Assemblée Generale ordinaire avec election des dirigeants se tiendra tous les 4 ans sur convocation du (de la) Président(e). En outre, dans la mesure du possible, sera organisée chaque année une Conférence Européenne internationale de l'Ombudsman.
- 3.) Des Assemblées Generales extraordinaires sont à convoquer par le (la) Président(e) lorsque le Comité Directeur ou au moins un dixième des membres en fait la demande en indiquant l'ordre du jour par écrit. L'Assemblée doit se tenir dans un délai de trois mois.
- 4.) L'Assemblée Generale est convoquée par avis écrit aux membres. Ces avis doivent être expédiés au moins soixante jours calendaires avant la date de l'Assemblée Generale, en indiquant l'ordre du jour prévu, le délai pour soumettre des motions aux termes du § 7 al. 2 ainsi que les conditions de l'exercice du droit de vote (§ 7 al. 3 et 4). Cependant, le Comité Exécutif peut, si nécessaire et pour des motifs importants, fixer des délais de convocation pour l'Assemblée Generale plus courts.
- 5.) Une motion qui ne fait pas partie de l'ordre du jour ne peut faire l'objet d'un vote que si plus de deux tiers des membres ayant le droit de vote et présents l'approuvent.
- 6.) Sont réservées à l'Assemblée Generale :
 - a.) l'élection du (de la) Président(e), de deux Vice-président(e)s, du (de la) Secrétaire General(e), des autres membres du Comité Directeur ainsi que des deux Commissaires aux comptes ;
 - b.) la décision sur la modification des statuts ;
 - c.) la réception et l'approbation des rapports du Comité Directeur, des Commissaires aux comptes et des sections ;
 - d.) la décharge au Comité Directeur ;
 - e.) la constitution de sections ;
 - f.) la décision de nommer membres d'honneur des personnalités qui ont bien mérité de l'association ainsi que celle sur la déchéance de la qualité de membre d'honneur ;
 - g.) la délibération et la décision sur les autres questions inscrites à l'ordre du jour ;
 - h.) la décision sur la dissolution de l'association.

7.) A condition d'avoir ete convoquee en temps utile, l'Assemblee Generale reunit le quorum, quel que soit le nombre de membres presents. Toutes les elections et resolutions de l'Assemblee Generale se font à la majorite simple des membres ayant le droit de vote et presents.

8.) Les resolutions sur l'objet des lettres c.) et k.) de l'al. 6 exigent une majorite des deux tiers des membres ayant le droit de vote et presents. Ces resolutions ne prendront effet qu'à l'expiration d'un delai de deux mois à compter de leur communication passe sans que la moitie de tous les membres n'aient fait opposition par ecrit. 9 .) L'Assemblee Generale est presidee par le (la) President(e), en cas d'empechement de celui-ci (celle-ci) par le (la) Vice-president(e) le (la) plus ancien(ne) ou par un(e) president du jour à elire par l'Assemblee.

§ 12 Le Comite Directeur

1.) Le conseil d'administration est composé du président, de deux (trois au maximum) vice-présidents, du secrétaire général, du secrétaire de séance, du trésorier, d'un représentant de chaque section (le cas échéant) et d'au moins trois et au max. plus vingt membres. Le conseil peut nommer un troisième vice-président à la majorité simple afin de tenir compte des spécificités régionales.

2.) Le conseil d'administration est élu parmi les représentants (titulaires ou délégués) des membres institutionnels et parmi les membres individuels.

Par decision du Comite Directeur, les commissions parlementaires des petitions pourront etre representees à raison d'un membre. Des membres individuels ne pourront faire partie du Comite Directeur qu'à condition d'avoir ete designes ou nommes en vertu d'une activite professionnelle ou universitaire pertinente ou en qualite de membre d'une commission des petitions, d'une ONG, d'une organisation de defense des droits de l'homme, de contrôle de l'Administration ou comme membres d'institutions d'Ombudsman.

Lors de l'election, il faudra tenir compte de la structure des membres, en particulier de la provenance regionale ainsi que du type d'activite exercee au niveau national, regional et local, ou, dans un souci d'equilibre, un(e) Vice-president(e) d'un Etat membre de l'Union europeenne (UE) ainsi qu'un(e) Vice-president(e) d'un autre pays europeen hors UE doivent etre elu(e)s.

Tout au plus quatre membres du Comite Directeur peuvent provenir d'un seul et meme pays.

Le (la) President(e) et le (la) Secretaire General(e) ne doivent pas venir du meme pays. En cas de demission en cours de mandat d'un membre elu du Comite Directeur, ce dernier sera en droit de coopter à sa place un autre membre eligible et dote en meme temps du droit de vote.

3.) Le Comite Directeur est elu pour quatre ans et reste en fonction jusqu'à l'election du prochain Comite Directeur.

4.) Le Comité Directeur réunit le quorum lorsque tous ses membres ont été invités et qu'au moins sept d'entre eux ou la moitié au moins sont présents. Les résolutions du Comité Directeur sont prises à la majorité des membres présents ; en cas d'égalité des voix, la voix du (de la) Président(e) est prépondérante.

4.a) Un membre du conseil d'administration peut voter électroniquement s'il ne peut pas assister à la réunion en personne. Dans ce cas, sa participation sera comptabilisée comme une présence. Le président peut décider de tenir la réunion du conseil d'administration par voie électronique.

5.) Les décisions par voie de circulation ne seront admises qu'à condition d'être confirmées indubitablement par lettre ou par courriel, en l'espace d'un mois, par les trois quarts au moins des membres du Comité Directeur. Toute décision prise par voie de circulation devra en outre être présentée oralement lors de la première réunion subséquente du Comité Directeur et être consignée au procès-verbal de cette même réunion.

L'admission de nouveaux membres au moyen de décisions par voie de circulation ne se fera qu'exceptionnellement, lorsque les critères d'admission du (de la) candidat(e) sont réunis au moment de la demande et ont été examinés auparavant par le (la) Secrétaire Général(e) avec le (la) Président(e) et les Vice-président(e)s et qu'il n'existe pas d'autres motifs qui interdiraient l'admission. Si la candidature satisfait à tous les critères, cette forme d'admission par voie circulaire et décision au cas par cas devra continuer d'être applicable en supposant cependant une réaction expresse par lettre ou par courriel des trois quarts des membres du Comité Directeur.

6.) Relevé du Comité Directeur toutes les affaires qui ne sont pas réservées à d'autres organes. Il doit notamment établir le programme de travail annuel et le rapport d'activité ainsi que le budget et approuver les comptes.

a) De même, le Comité Directeur, en collaboration avec le Comité Exécutif, fixe une cotisation annuelle, qui est graduée selon la catégorie d'adhésion conformément à l'Article 6;

b) Le Comité Directeur peut également établir un indice gradué uniformisé des cotisations pour les membres institutionnels et individuels si cela apparaît nécessaire d'un point de vue financier, afin d'alléger temporairement le paiement d'un membre ou d'un établissement après justification appropriée. Cette mesure sera confirmée par la majorité des deux tiers.

7.) Le Comité Directeur doit renseigner les membres à l'occasion de l'Assemblée Générale, par ailleurs dans un délai de quatre semaines sur une demande motivée d'un dixième des membres, sur l'activité et la gestion financière de l'EOI. En outre, il doit soumettre à l'Assemblée Générale des propositions pour l'élection du prochain Comité Directeur, lesquelles remplissent les conditions prescrites par les al. 1. et 2.

8.) Le conseil d'administration se réunit généralement deux fois par an sur invitation écrite du président, précisant l'ordre du jour. Cette invitation doit parvenir aux administrateurs au moins quatorze jours à l'avance. Par ailleurs, le président est tenu de convoquer une réunion extraordinaire du conseil au siège de l'association si au moins cinq administrateurs en font la demande par écrit, en précisant l'ordre du jour.

9.) Le Comité Directeur confirme le (la) Secrétaire Général(e) élu(e) par l'Assemblée Générale, à qui incombe la direction du Secrétariat, en qualité de membre du Comité Directeur et du Comité Exécutif, ainsi qu'un ou deux autres membres du Comité Exécutif.

10.) L'ordre du jour doit comporter le plus grand nombre possible de points à aborder. Le président, en collaboration avec le secrétaire général, établit l'ordre du jour. Le président doit ajouter une motion ou un point à l'ordre du jour si un membre du Conseil en fait la demande, à condition que cette demande parvienne au secrétariat général un mois avant la réunion.

a) Dans le cadre du traitement de l'ordre du jour par le Comité Directeur, seuls les points de l'ordre du jour nécessitant un vote qui ont été envoyés aux membres du Comité Directeur 2 semaines avant la réunion seront finalement soumis au vote.

b) Les objets soumis à délibération qui ne figurent pas à l'ordre du jour publié en temps opportun, ainsi que les motions urgentes qui ne sont pas soumises au plus tard 5 jours avant la réunion du Comité Directeur ne peuvent être votées que si le Comité Directeur, votant à la majorité des deux tiers des membres présents, reconnaît l'urgence de la motion concernée au début de la réunion et accepte de l'examiner.

§ 13 Le Comité Exécutif

- 1.) Le Comité Exécutif se compose du (de la) Président(e), de deux (à trois) Vice-président(e)s, du (de la) Secrétaire, du Trésorier (de la Trésorière), du (de la) Secrétaire Général(e) et d'un ou de deux autres membres du Comité Directeur.
- 2.) Il organise et prépare les réunions de l'Assemblée Générale ainsi que celles du Comité Directeur.
- 3.) Il exécute les résolutions de l'Assemblée Générale ainsi que celles du Comité Directeur et est responsable de l'exécution des affaires courantes.
- 4.) Il soumet au Comité Directeur des propositions pour le développement de l'Institut.
- 5.) Les décisions par voie de circulation ne seront admises qu'à condition d'être confirmées par lettre ou par courriel, en l'espace d'un mois, par les trois quarts au moins des membres du Comité Directeur. À cet égard, le § 12, al. 5 des statuts s'appliquera par analogie.
- 6.) Les résolutions et procès-verbaux du Comité Exécutif doivent être portés à la connaissance de tous les membres du Comité Directeur sans retard inutile.

§ 14 Le Président / La Présidente

- 1.) Le (la) Président(e) est élu(e) pour une période de quatre ans et peut être réélu.
- 2.) Le (la) Président(e) représente l'association envers les tiers, convoque l'Assemblée Générale et les réunions du Comité Directeur et préside également celles-ci.
- 3.) Le droit de signature revient au (à la) Président(e), en cas d'empêchement de celui-ci (celle-ci), à un(e) Vice-président(e), ainsi qu'au (à la) Secrétaire Général(e). Pour les affaires financières, la signature du Trésorier (de la Trésorière) est en outre requise.
- 4.) Critères d'éligibilité à la présidence :
 - a) Un membre institutionnel pourra être proposé à la présidence par le Comité Directeur à condition de satisfaire aux exigences suivantes : titulaire de fonction en exercice ou son adjoint(e) au sein d'une institution d'Ombudsman nationale, régionale ou locale.

b) Les membres individuels peuvent être nommés au poste de président s'ils sont des personnes distinguées et honorables, s'ils sont membres de longue date de l'EOI (au moins 10 ans d'adhésion individuelle et 4 années supplémentaires d'adhésion au conseil d'administration) et s'ils se sont distingués par leur expérience académique et leurs activités dans le domaine des droits de l'homme.

c) personnalité de grand mérite bénéficiant d'une expérience internationale, scientifique ou professionnelle pertinente ;

d) absence de condamnation pénale par les tribunaux.

e) Si un(e) Président(e) démissionne au cours de son mandat, le premier (la première) Vice-président(e) convoquera dans les deux mois avec le (la) Secrétaire Général(e) une réunion du Comité Directeur, lors de laquelle le Comité Directeur élira un(e) Président(e) par intérim pour la durée restant du mandat jusqu'à l'Assemblée Générale suivante.

Une démission ou un retrait du poste de Président(e) ou de Vice-président(e) doit être annoncée dès que possible par écrit par la personne démissionnaire au (à la) Secrétaire Général(e) et au Comité Exécutif, qui en informeront le Comité Directeur par écrit dans les 2 semaines.

Le (la) Secrétaire Général(e) et le premier (la première) Vice-président(e) doivent alors se saisir de cette question auprès du Comité Exécutif dans un délai d'un mois, et préparer l'élection des représentant(e)s intérimaires pour la prochaine réunion du Comité Directeur, au plus tard dans un délai de 2 mois.

Chaque élection d'un membre de la présidence (Président(e), Vice-président(e), Secrétaire Général(e), Secrétaire, Trésorier (Trésorière) et autres membres du Comité Exécutif) doit être inscrite séparément à l'ordre du jour de la réunion suivante du Comité Directeur en tant que point distinct à l'ordre du jour, et doit être réalisée au plus tard dans un délai de 2 mois. La procédure de vote pour les élections pour les fonctions susmentionnées doit avoir lieu par écrit. Dans le cas des membres institutionnels du Comité élargi, les Ombudsmans nouvellement élu(e)s dans leur pays d'origine succèdent automatiquement au membre précédent du Comité Directeur, et ce changement sera annoncé et mis en œuvre lors de la prochaine réunion du Comité Directeur.

Le (la) Président(e) par intérim pourra être proposé(e) à la présidence par le Comité Directeur à l'occasion de l'Assemblée Générale subsequente et ensuite être élu(e) par celle-ci.

§ 15 Representation et attributions d'autres membres du Comité Directeur

1.) Le (la) Vice-président(e) le (la) plus ancien(ne) remplace le (la) Président(e), en cas de déchéance de sa fonction ou dans le cas d'un autre empêchement, dans toutes les affaires qui lui incombent. Si celui-ci (celle-ci) est également empêché(e), cette tâche reviendra, dans cet ordre, à l'autre Vice-président(e), au (à la) Secrétaire Général(e), au (à la) Secrétaire, au Trésorier (à la Trésorière), ainsi qu'aux autres membres du Comité Directeur, le membre plus ancien (en cas d'ancienneté de service égale, le membre plus âgé) venant en premier.

La déchéance ou la perte de fonction pour les membres du Comité Directeur interviendra suite à la perte du statut d'Ombudsman ou d'Ombudsman adjoint, à la perte de leurs fonctions ou activités professionnelles, à la condamnation pénale par un tribunal, à leur relevement de fonction ou à l'abandon volontaire de l'activité professionnelle ou fonction pertinente.

2.) Le (la) Secrétaire dresse les procès-verbaux de l'Assemblée Générale et ceux du Comité Directeur.

3.) Le Trésorier (la Trésorière) est responsable de la gestion régulière des fonds et soumet au Comité Directeur le projet de budget ainsi que les comptes arrêtés.

4.) Le (la) Secrétaire Général(e) dirige le Secrétariat de l'EOI et s'occupe de toutes les affaires courantes qui lui sont confiées par le Comité Exécutif pour qu'il (elle) les exécute de façon autonome.

5.) Authentification de documents et autres instruments. Tous les mandats de paiement établis au nom de l'EOI, devront être contresignés par le (la) Secrétaire

Général(e) et le Trésorier (la Trésorière) ou un membre du Comité Exécutif par procuration.

6.) En cas de départ du (de la) Secrétaire ou du Trésorier (de la Trésorière), le Comité Directeur élit en son sein un membre qui assumera cette tâche jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

§ 16 Les Commissaires aux comptes

1.) Les deux Commissaires aux comptes doivent contrôler la gestion financière de l'association et présenter un rapport écrit sur ce contrôle à l'Assemblée Générale. Les Commissaires aux comptes ne peuvent être membres du Comité Directeur.

2.) La durée de fonction des Commissaires aux comptes est de quatre ans et prend fin avec l'élection des nouveaux Commissaires aux comptes.

§ 17 Remboursement des frais

Les frais encourus dans le cadre de l'exercice d'une fonction dans l'association ne sont pas remboursés par l'EOI. Le Comité Directeur peut toutefois décider un remboursement total ou partiel des frais encourus lors de l'exécution d'une tâche.

§ 18 Le Tribunal d'arbitrage

1) Le Tribunal d'arbitrage est appelé à trancher tout litige découlant des rapports juridiques résultant de l'association. Il s'agit d'un « organisme de conciliation » au sens de la loi sur les associations datant de 2002 et pas d'un tribunal d'arbitrage aux termes des §§ 577 ss. du Code de procédure civile.

2) Le Tribunal d'arbitrage se compose de cinq membres de l'association qui ont le droit de vote. Il est formé de telle façon qu'une partie au litige indique par écrit au Comité Directeur deux membres désignés comme arbitres. Sur invitation du Comité Directeur, l'autre partie au litige désigne à son tour deux membres du Tribunal d'arbitrage dans un délai de 14 jours. Une fois informés par le Comité Directeur, les arbitres désignés élisent au poste de président(e) du Tribunal d'arbitrage un cinquième membre, et ce de nouveau dans un délai de 14 jours. En cas d'égalité des voix, le (la) président(e) est tiré(e) au sort parmi les personnes proposées. Les membres du Tribunal d'arbitrage ne peuvent faire partie d'un organe - exception faite de l'Assemblée Générale - dont l'activité est l'objet du litige.

3) Le Tribunal d'arbitrage statue à la majorité simple des voix, après avoir entendu les deux parties, en présence de tous ses membres. Il statue en son âme et conscience. Ses sentences sont définitives à l'intérieur de l'association.

§ 19 Droit transitoire

Parmi les membres ordinaires au sens des statuts en vigueur depuis le 8 février 2000, nonobstant le § 6 nouveau,

1. les institutions d'Ombudsman et les personnes morales qui, sur le fondement de leur demande, de la résolution du Comité Directeur ainsi que sur la base des résolutions de l'Assemblée Générale au sujet des cotisations différentes, ont jusqu'à présent été considérées comme des membres institutionnels, sont réputées membres institutionnels aux termes du § 6 al. 1. des présents statuts ;

2. tous les autres membres sont réputés membres individuels aux termes du § 6 al. 2 des présents statuts, et ce sous réserve de modification de leur droit de vote conformément au § 7 al. 4 de présents statuts.

§ 20 La dissolution de l'association

En cas de dissolution volontaire ou prononcée par l'autorité ainsi qu'en cas de disparition des objectifs poursuivis jusqu'à présent par l'association bénéficiant d'un avantage, le patrimoine restant de l'association sera utilisé conformément au § 4a ch. 1 lettre d et e EStG (loi relative à l'impôt sur le revenu) de 1988. La décision à ce sujet est prise par l'Assemblée Générale.

Entrée en vigueur des statuts : 01. Novembre 2025